

La refondation d'octobre !



Ainsi Nicolas SARKOZY veut refonder le capitalisme !

Il envisage rien de moins qu'un nouvel accord international façon « Bretton Woods* » et pour cela il multiplie les réunions de chefs d'État.

Les discours sont percutants : haro sur le capitalisme financier et ses spéculateurs, menaces contre les responsables (désignés) de la crise, dénonciation des paradis fiscaux et des parachutes dorés, demande de moralisation des pratiques financières, exigence d'intervention des États, voire nationalisation des banques.

On croirait lire le programme d'ATTAC** !

Il faut vraiment que le danger soit imminent et grave pour que, en quelques jours, ceux qui organisaient et approuvaient le libéralisme à outrance changent complètement de discours. Les partisans des prêts hypothécaires d'hier virent leur cuti aujourd'hui et ponctionnent l'épargne populaire pour financer les banques et les entreprises.

Depuis des années, nos gouvernants nous expliquent que l'avenir réside dans une société où le "marché" doit réguler harmonieusement les échanges et où la concurrence se fait pour le bien de tous...

Devant la faillite de cette idéologie néolibérale, les mêmes nous expliquent, aujourd'hui, que l'État doit intervenir pour sauver et réguler le système...

Le gouvernement français assure qu'il ne laissera aucune banque française faire faillite !

On nous avait pourtant expliqué que si les actionnaires gagnent de l'argent c'est parce qu'ils prennent des risques en "plaçant leur capital" et qu'en cas de faillite, ils perdraient "leur mise"... Adage qui ne semble pas s'appliquer aux actionnaires des banques.

Ils sont contents : quand les affaires marchent, ils touchent les dividendes et quand la ruine menace, l'État intervient et efface à coup de milliards, les erreurs des spéculateurs sans états d'âme.

En fin de compte, ce sont les contribuables qui vont payer la note.

Ne serait-il pas plus juste de reconnaître les failles du système néolibéral actuel pour créer une nouvelle régulation internationale de l'économie de marché et de son financement ? Ceci implique des règles prudentielles édictées par les États et par les institutions publiques internationales. Ces règles doivent aussi faire l'objet d'un contrôle social par les représentants des salariés.

Cette crise ne sera pas sans conséquence sur nos emplois, sur le chômage, l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat...

La CFTD fait des propositions de politiques industrielles volontaristes pour assurer un meilleur équilibre économique pour tous. Sera-t elle entendue ?

* Bretton Woods : ville des États-Unis où les bases du Système Monétaire International (SMI), du Fonds Monétaire International (FMI) et de la "Banque Mondiale" étaient adoptées le 22/07/1944, pour la reconstruction et la croissance...

** ATTAC : Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyennes et citoyens